**Direction :** Direction des opérations

**Département :** Département Géographique

**Pôle :** Direction pays

**Titre interne :** Expert.e Mobilité/ Migration/ Réintégration

**Type de contrat :** CPS

**Thématique :** Migrations

**Durée :** Max. 240 jours sur une durée de 3 ans

**Critères de sélection des candidatures :** Formation/Compétences/Expérience du candidat

**Zone géographique de la mission :** Afrique

**Pays principal de la mission :** Tunisie

**Ville de la mission :** Tunis, avec déplacements à Sousse et Grombalia

**Date de prise de fonction ou date de commencement d’exécution :** Juillet 2025

**Date limite de réponse :**

**Code projet :** 23GOV0C358

**Langue :** Français

**Titre externe :** Expert.e Migration

**Description de la mission :**

Basé.e à Tunis, l’expert.e Migration fera partie d’une équipe composée de collaborateurs basés à Tunis et à Paris.

Sous la supervision du/de la Chef.fe f de projet, l’expert.e est en charge du dialogue avec l’ensemble des partenaires institutionnels relatif aux questions de migrations du projet. En lien étroit avec l’expert long terme formation professionnelle et dialogue institutionnel / public-privé, il définit le plan d’action, coordonne et pilote de manière transverse l’ensemble des actions mobilité et réintégration dans le cadre du projet (objectifs spécifiques 1 et 2). Il sera plus particulièrement responsable technique des activités de l’objectif spécifique 2.

L’expert.e aura pour responsabilités principales :

* La co-construction, en tenant compte des inégalités de genre, avec les autorités Tunisiennes, d’un modèle de mécanisme de retour au travers du dispositif de formation professionnel en accord avec les besoins des Tunisien.ne.s de retour.
* La co-construction en lien avec les autorités Tunisiennes d’un modèle de mécanisme d’accompagnement psycho-social des Tunisien.ne.s de retour, en amont de leur réinsertion professionnelle et ce, à travers des partenariats opérationnels entre différents acteurs pertinents de la réinsertion ;
* La mise en place et la coordination d’un dialogue entre les acteurs européens, Français et Tunisiens relevant des questions de la migration, des mobilités et de la réintégration, servant à optimiser la stratégie du présent projet ainsi qu’à nourrir une réflexion sur la thématique.
* La mise en œuvre rigoureuse des actions concernées en particulier par l’objectif spécifique 2, sur les plans opérationnels et administratifs (dont l’aspect financier).
* L’évaluation et le contrôle qualité des activités, conformément aux attentes techniques, calendaires, budgétaires et légales d’Expertise France;
* Un appui aux institutions publiques et aux deux centres de formation pour accompagner, de façon structurée, adaptée et dans une approche holistique et intégrée, les apprenant.e.s en mobilité et particulièrement les Tunisien.ne.s de retour ; la recherche de synergies entre les parties prenantes du projet ;
* La réflexion et le déploiement, en étroite collaboration avec les expertises communication et genre, d’une stratégie de communication et d’orientation au profit des Tunisien.ne.s de retour et des actions de sensibilisation, d’orientation du public entre les différents acteurs pertinents identifiés ;
* L’appui au Chef.fe de projet dans le pilotage stratégique et opérationnel du projet, l’animation des partenariats, la gouvernance du projet et le suivi-évaluation du projet. Ce soutien vise à assurer la cohérence des actions avec les priorités stratégiques des parties prenantes, à maximiser l’impact du projet et à garantir une gestion efficace des ressources pour atteindre les objectifs à long terme.

De façon plus spécifique, il/elle sera responsable de :

* Produire les livrables contractuels, décidés périodiquement par le/la Chef.fe de Projet
* Veiller à l’identification, à la mise en œuvre et à la supervision de la qualité des activités placées sous sa responsabilité (dont production de livrables par des experts court-terme) ;
* Elaborer ou participer à l’élaboration de documents fondamentaux liés aux activités, à savoir :
  + plan de projet (activités et chronogramme associés)
  + tableau de bord de suivi des performances
  + instances de gouvernance du projet
  + plan de communication, etc.
* Assurer le reporting des activités sous sa responsabilité, en respectant les formats et calendriers définis par EF (rapport de démarrage, annuel, final, etc.) ;
* Identifier, rédiger les termes de référence et effectuer les recrutements des expertises court terme nécessaires à la réalisation des activités dont il/elle a la charge.
* Entretenir des relations étroites avec l’Unité Support Projet (USP), le/la Chef.fe de Projet et l’ensemble des expertises mobilisées, afin de garantir une intervention cohérente et alignée sur les objectifs, en assurant une communication fluide et une bonne coordination pour adapter les stratégies aux besoins du projet ;
* Garantir la mise en place, au démarrage du projet, du dispositif de suivi et évaluation pour les activités sous sa responsabilité et en lien étroit avec le/la Chef.fe de Projet en étroite collaboration avec le/la Chargé.e Suivi, Evaluation, Redevabilité et Apprentissage (SERA*).*

* Toute autre tâche nécessaire au bon déroulement du projet.

En ce qui concerne la **gestion administrative et financière** du projet, l’expert.e international.e de projet devra :

* Assurer un reporting précis et régulier au Chef.fe de projet ;
* Appuyer les centres de formation et tous partenaires identifiés lors des passations de marché ;
* Veiller à ce que les informations essentielles pour un suivi efficace des projets soient régulièrement mises à jour dans les délais impartis ;
* Contribuer au respect des procédures imposées par le bailleur et Expertise France (règles d’éligibilité des dépenses, achats, marchés, subventions, reporting, etc.).

**Description du projet/contexte :**

Cette initiative s’inscrit dans le cadre du Partenariat Franco-Tunisien sur les Mobilités, visant à renforcer la coopération entre les deux pays, notamment à travers l’accord de 2008 sur la gestion des migrations. Elle met en avant le développement du capital humain tunisien en améliorant la formation, les compétences et l’intégration sur le marché du travail tunisien et français avec le soutien de l’AFD et d’Expertise France. La francophonie joue un rôle clé dans les mobilités circulaires, en facilitant l’accès au marché du travail francophone. Une nouvelle approche cherche à renforcer les compétences locales, encourager l’insertion en entreprise à partir de la formation professionnelle et faciliter la réintégration des Tunisien.ne.s de retour grâce à des services adaptés. Les migrations circulaires traditionnelles, comme les programmes de saisonniers, contribuent à répondre aux besoins en main-d’œuvre en France, confrontée au vieillissement de sa population.

La migration circulaire croissante en Tunisie oblige les centres de formation professionnelle à adapter leurs offres aux besoins des marchés tunisien et international, notamment pour les personnes en mobilité (mobilité professionnelle vers l’étranger et retour des Tunisien.ne.s de retour. Ces centres, initialement pourvoyeurs de compétences à l’échelle nationale, jouent désormais un rôle clé dans la promotion d’une migration légale et ordonnée, conformément au Pacte mondial de 2018. Ils contribuent à renforcer l’employabilité des travailleurs migrants en offrant des formations ciblées pour répondre aux exigences internationales, particulièrement dans des secteurs stratégiques. Outre les compétences techniques, l’accent est mis sur les compétences transversales comme les langues étrangères et la communication interculturelle, dans le cadre de formations complémentaires. Ces efforts soutiennent une migration circulaire bénéfique pour les migrants, les pays d’origine et de destination. Les centres proposent également des formations adaptées aux profils non diplômés et à une partie des Tunisien.ne.s de retour, pour faciliter leur insertion sur le marché national. Le partenariat franco-tunisien inclut un dispositif de suivi-évaluation pour mesurer l’impact de ces initiatives, tout en sensibilisant les migrants aux opportunités offertes par ces structures.

Depuis la révolution de 2011, la Tunisie fait face à une situation économique difficile, aggravée par l’instabilité politique, les tensions sécuritaires, les tendances économiques mondiales, la pandémie, et des problèmes structurels tels que le chômage des jeunes diplômés et le décrochage scolaire précoce. Ces facteurs poussent de nombreux jeunes à risquer leur vie par des migrations irrégulières. En 2020, une étude italo-tunisienne a révélé une augmentation significative de ces migrations vers l’Italie, avec 14 685 arrivées irrégulières, dont 87 % de Tunisien.ne.s, soit près de cinq fois plus qu’en 2019. Parallèlement, 11 970 tentatives non abouties ont été enregistrées. Ces tendances soulignent la nécessité d’une analyse à long terme pour comprendre les cycles migratoires et leurs causes profondes.

Le soutien à la réinsertion des Tunisien.ne.s de retour s’appuie principalement sur l’entrepreneuriat et, dans une moindre mesure, l’emploi salarié. Une meilleure coordination entre les institutions et acteurs internationaux est essentielle pour intégrer la formation professionnelle aux mécanismes existants de financement et de réinsertion. Ce soutien cible les personnes peu ou non qualifiées, en leur offrant des compétences adaptées aux secteurs économiques en tension. Le partenariat franco-tunisien, financé par l’AFD et le MEAE, appuie les centres de formation de Sousse et Nabeul comme projet pilote pour développer des formations courtes et qualifiantes, facilitant la réinsertion socioéconomique des Tunisien.ne.s de retour. Après évaluation, cette initiative pourrait être étendue à d’autres gouvernorats et métiers pour une accessibilité élargie et durable.

Dans le cadre du projet d’appui au partenariat franco-tunisien sur les programmes de mobilités entre la Tunisie et la France », Expertise France avec ses partenaires propose une stratégie d’intervention intégrée (2 axes stratégiques) dans une vision globale axée sur le développement durable, l’inclusion sociale et l’efficacité opérationnelle.

Elle vise à atteindre un objectif général « contribuer à une coopération positive sur la mobilité entre la Tunisie et la France, en s’appuyant sur le dispositif de formation professionnelle avec une attention particulière à l'intégration de genre », adossée à deux objectifs spécifiques (OS), un plan de déploiement des activités et l’atteinte de résultats, détaillés ci-après :

* OS1 : Accompagner les acteurs tunisien.ne.s et français de la migration et de l'emploi dans la mise en œuvre de meilleurs programmes de formation professionnelle favorisant la migration circulaire encadrée et répondant davantage aux besoins des secteurs industriels en Tunisie et en France
  + R.1.1 : Les capacités en matière de formation aux métiers industriels sont renforcées afin de mieux répondre aux besoins des secteurs industriels tunisien et français
  + R.1.2 : Les capacités techniques et administratives des centres de formation pilotes de Sousse et Grombalia sont renforcées pour mieux répondre aux besoins des marchés du travail en Tunisie et en France
  + R.1.3 : Les services d'accompagnement pour une migration circulaire sont créés ou améliorés et adaptés aux besoins spécifiques des femmes et des hommes garantissant ainsi une intégration réussie des Tunisien.ne.s sur le marché du travail tunisien ou français
* OS2 : Renforcer la réinsertion socioprofessionnelle des Tunisien.ne.s de retour, à travers des formations adaptées au marché du travail tunisien et un accompagnement tenant compte de leur parcours de mobilité.
  + R.2.1 : Un dispositif de soutien des Tunisien.ne.s de retour est développé afin de faciliter leur adaptation et renforcer ainsi leur résilience face aux défis rencontrés à leur retour et dans leurs parcours de réinsertion socioprofessionnelle.
  + R.2.2 : La réinsertion socioprofessionnelle des Tunisien.ne.s de retour est renforcée à travers des formations professionnelles adaptées à leurs profils et au marché tunisien du travail

**Profil souhaité :**

Le/la candidat.e doit disposer de l’expertise et des compétences suivantes :

* Diplôme universitaire de niveau supérieur, en coopération internationale, en développement, en droit international, en politique publique, en sciences politiques ou toute autre discipline pertinente ;
* Expérience confirmée (au moins 6 ans) sur la thématique de la **migration** en contexte méditerranéen, nord-africain ou en lien avec les dynamiques migratoires Sud-Nord ;
* Expérience préalable en Tunisie fortement appréciée ;
* Très bonne connaissance du secteur et des acteurs de la mobilité en Tunisie mais également en France ;
* Expérience avérée en coordination et animation de partenariats institutionnels, y compris avec des autorités publiques, la société civile et des bailleurs internationaux ;
* Capacité à développer des objectifs stratégiques à long terme et des étapes distinctes pour atteindre les objectifs ;
* Maîtrise des outils de planification et de suivi-évaluation de projets (cadre logique, indicateurs, théorie du changement) ;
* Bonne compréhension des enjeux liés à l’égalité de genre et à l’accompagnement psycho-social dans les projets de réintégration ;
* Très bonne maîtrise des règles de gestion de projet de l’AFD et/ ou du MEAE ;
* Très bon niveau de français à l’oral et à l’écrit ;
* La maîtrise de la langue arabe serait un atout ;
* Excellentes capacités rédactionnelles et de reporting en français (rédaction de rapports techniques, stratégiques ou d’activités liés à l’exécution d’un projet, rédaction de note ou d’articles d’information) ;
* Fort sens de la diplomatie, de la relation publique et politique ;
* Capacité à travailler sous pression.

**Critères de sélection des candidatures**

Le processus de sélection des candidats s’opèrera selon les critères suivants. La note finale sera calculée sur un total de 100 points, répartis selon l'importance de chacun des critères de sélection retenus.

* Expérience professionnelle en lien avec les thématiques de la migration, notamment en contexte méditerranéen ou nord-africain – 30 points
* Connaissance des acteurs institutionnels et opérationnels des secteurs migration et formation professionnelle en Tunisie et en France – 20 points
* Compétences démontrées en gestion de projet, coordination multi-acteurs et suivi-évaluation – 20 points
* Capacités rédactionnelles, de synthèse et de reporting technique en français – 15 points
* Compréhension du rôle stratégique de la mission au sein du projet, notamment dans la construction de mécanismes durables de réintégration – 15 points

**Informations complémentaires :**

* Lieu de la mission : Tunis, Tunisie
* Durée de la mission : 240 jours sur 36 mois
* Date de prise de fonction : Juillet 2025

*Les candidat.e.s intéressé.e.s sont invité.es à joindre leur curriculum vitae dans l'interface «Postuler». Le CV ne devra pas excéder 6 pages et mettra en valeur les expériences les plus récentes et les plus probantes en lien avec les qualifications précitées.*